



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

34 | 2007

La bourgeoisie : mythes, identités et pratiques

Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutord [dir.], *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, 507 p. ISBN : 2-12-055150-5. 42 euros.

Christophe Voilliot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1422>

DOI : 10.4000/rh19.1422

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 165-214

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Christophe Voilliot, « Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutord [dir.], *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, 507 p. ISBN : 2-12-055150-5. 42 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 34 | 2007, mis en ligne le 03 novembre 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1422> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.1422>

Tous droits réservés

*du moyen-âge à nos jours*⁷. Précisons encore, qu'aux trois cents pages de textes d'un volume très homogène, construit comme un véritable livre, s'ajoutent des annexes, une centaine de pages offrant aux lecteurs des exemples de « mémoires » policiers.

Frédéric Chauvaud

Antonin COHEN, Bernard LACROIX, Philippe RIUTORD [dir.], ***Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIII^e-XX^e siècle***, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, 507 p. ISBN : 2-12-055150-5. 42 euros.

Issu d'une journée d'études organisée par le Groupe d'analyse politique de l'université Paris-X Nanterre intitulée « Qu'est-ce que l'analyse sociologique de la politique? Méthodes, objets et controverses », ce volume propose à l'historien deux modalités de lecture distinctes. Le lecteur pressé se contentera des communications dont l'objet concerne explicitement le XIX^e siècle, le lecteur plus curieux appréhendera dans sa globalité cet état des lieux de la sociologie politique.

Il n'est sans doute pas sans intérêt pour l'historien de comprendre pourquoi et comment certains chercheurs en science politique inscrivent désormais leurs travaux dans une perspective historique. Ces rencontres entre deux disciplines, dont la *Société d'histoire de la Révolution de 1848* est un des lieux privilégiés, ne sont compréhensibles que si l'on prend en compte la convergence épistémologique dont une troisième discipline, la sociologie, est le vecteur. D'où l'intérêt de l'étude proposée par Bernard Lacroix sur « l'importation de la référence sociologique » en science politique. Cette esquisse d'une histoire sociale de la science politique nous montre comment des entreprises intellectuelles hétérogènes ont pu, dans le contexte académique d'expansion et de renouvellement des années 1970, faire valoir la sociologie comme programme de recherche au sein d'une discipline à peine émancipée de la tutelle du droit public. Mais, nous avertit l'auteur, il ne faudrait pas se focaliser sur la référence elle-même, et sur les quelques auteurs ou notions qui s'y rapportent, la sociologie politique ne vaut que par le programme de recherche qu'elle est en mesure d'initier. Ce programme est en premier lieu un appel à ouvrir la « boîte noire de l'État » à partir d'enquêtes inscrivant les réalisations et le personnel d'État dans des configurations précises et définies relationnellement. De cette manière, nous dit Bernard Lacroix, « l'État peut se concevoir d'une façon beaucoup plus réaliste que ne le laisse imaginer l'une ou l'autre des idées abstraites qui justifie son existence : comme un concours de groupes

7. Michel Audoin, Arnaud Teyssier, Jean Tulard, *Histoire et dictionnaire de la police, du moyen-âge à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 2005.

en concurrence, liés par le passé d'« histoire faite chose » qui s'impose à eux, pour la défense et l'imposition des perspectives qui ménagent les enjeux de ces groupes en aménageant leur coexistence » (p. 32). Dès lors, le deuxième volet de ce programme de recherche s'impose logiquement. Il s'agit d'étudier la politique, non plus comme essence de la modernité, mais comme une activité pratique et multiforme dont la définition est inséparable de l'activité des groupes dont les trajectoires s'inscrivent dans le processus de construction d'États parlementaires. Ce programme, que résume parfaitement le titre de l'ouvrage – l'analyse des formes de l'activité politique –, conduit nécessairement les politistes à croiser le chemin des historiens. Sur leurs tables de travail, « ce sont toutes les grandes questions de l'histoire politique depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à aujourd'hui qui resurgissent, mais sous une toute autre forme que celle de leur singularité d'évènements successifs qu'épuiserait la description isolée de chacun d'entre eux » (p. 33).

Au sein de ce volume, le programme de recherche de la sociologie politique se déploie dans quatre directions : les groupes et les institutions politiques, la genèse et les « mises en tradition » du libéralisme, les espaces sociaux de l'Europe politique, les médias et la communication politique. L'ensemble est convaincant, il montre la diversité, à la fois des objets et des approches, dont deux générations de chercheurs s'emparent. Loin d'être un manifeste exclusif, l'ouvrage fait apparaître des convergences intéressantes par la juxtaposition d'enquêtes que les spécialisations et les routines académiques tendent ordinairement à disjoindre. Comment ne pas souscrire au subtil point de vue d'Anna Boschetti qui voit, à la suite de Pierre Bourdieu, dans les transferts théoriques dont ce livre est porteur, un *ars inveniendi*? Ce sont ces inventions et ces transgressions, plus que les appels comminatoires à l'interdisciplinarité, qui nous permettent aujourd'hui d'envisager des prolongements aux pistes de recherche ouvertes par ce livre. Toutefois, il ne serait pas raisonnable de vouloir toutes les résumer, ce qui supposerait de restituer au préalable, et au minimum, les conditions d'émergence et de visibilité des objets étudiés. Aussi, je me limiterai aux textes qui font écho à l'historiographie du XIX^e siècle.

En étudiant les modalités d'organisation de l'Assemblée constituante de 1789, Christophe Le Digol montre comment se met en forme un « ordre d'assemblée ». Le passage des bureaux aux comités est inséparable de l'affirmation des députés du tiers-état face au pouvoir royal : « Pris dans les luttes pour la redéfinition des formes légitimes de la représentation, les constituants mettent en place ces organes de captation des capacités d'action comme un moyen d'affirmation de leur utilité politique » (p. 71). Progressivement, cette division du travail entre les constituants fait valoir et érige en modèle des propriétés sociales spécifiques, notamment la capacité à travailler dans l'urgence sur des dossiers précis. Christophe Le Digol montre que l'engagement dans les différents comités ne s'effectue ni au hasard, ni en fonction de considé-

rations idéologiques, mais bel et bien en fonction d'un type particulier de trajectoire sociale : « La mobilisation de savoir-faire destinés à satisfaire dans l'urgence à des exigences pratiques porte ainsi au premier plan tous ceux qui, dans leur parcours social antérieur, ont développé un intérêt pour des types de savoirs et de compétences comme seul moyen ou de maintenir leur rang ou d'accéder à un rang plus élevé » (p. 74). Inversement, le travail en comités, et ses exigences, contribue à la disqualification pratique de la majorité des députés de la noblesse. Ces mises en forme de la coordination du travail d'assemblée jouent par conséquent un rôle décisif, c'est l'hypothèse que défend l'auteur non sans à propos, elles s'inscrivent dans la mobilisation collective par les constituants de ressources pratiques et symboliques, mobilisation qui rend possible l'émergence de cette figure nouvelle qu'est la Nation⁸.

La contribution de Bernard Pudal présente un caractère plus général. Il s'agit d'écarter une bonne fois pour toutes l'histoire des « idées » ou des « doctrines » politiques, cet enseignement suranné issu des facultés de droit et dont la bonne fortune éditoriale ne se dément malheureusement guère. L'histoire des idées politiques, telle qu'elle est le plus souvent enseignée, s'appuie sur un dispositif pédagogique, certes efficace, et qui repose sur une « matrice ecclésiale », à savoir l'étude des textes bibliques. Voici, résume Bernard Pudal, comment ce dispositif s'articule : « Quelle que soit la formule retenue, l'attention est focalisée sur l'auteur, le "texte" et l'interprétation que l'exégète en donne, sa "lecture" » (p. 186). Certes, on trouve ici ou là quelques efforts de contextualisation, mais qui ne dépassent jamais les limites d'une histoire interne et révélée. Face à cette histoire « traditionnelle » des idées, et à son culte de l'anachronisme et des thématiques a-historiques, l'auteur propose une histoire sociale des idées politiques, qui aurait comme ambition d'associer en un « système cohérent d'analyse » toutes les dimensions présentes dans la production intellectuelle. L'enjeu est d'analyser et de relier tout ce qui fait qu'un texte ou un auteur devient une référence intellectuelle : les champs de production des « idées », l'histoire de l'édition, l'histoire de la constitution des canons académiques, la sociologie de la réception et des lecteurs⁹, etc.

L'analyse que propose Claire Le Strat et Willy Pelletier s'inscrit dans cette ambition raisonnée. En s'intéressant à la constitution de la figure d'un Tocqueville sociologue par Raymond Aron, ils précisent les modalités pratiques d'appropriation d'un auteur en fonction des enjeux et des luttes successives au sein de différents champs de production. Si l'épisode aronien n'est qu'un moment d'un processus de « mise en tradition », qui voit l'aristocrate normand devenir le symbole de la « modernité démocratique », il est néanmoins

8. Christophe Le Digol, *La nation en Assemblée. Essai sur les conditions sociales de formation de l'Assemblée nationale (1789-1791)*, thèse de science politique sous la direction de Bernard Lacroix, Université Paris-X Nanterre, 2003.

9. Isabelle Charpentier [dir.], *Comment sont reçues les œuvres. Actualités des recherches en sociologie de la réception et des publics*, Paris, Créaphis, 2006.

une étape décisive. Après que Raymond Aron a imposé Tocqueville comme une référence légitime, notamment contre Marx, dans ses cours en Sorbonne, ses élèves contribuent, à travers les luttes qui les opposent pour l'appropriation symbolique d'un héritage intellectuel, à consacrer Tocqueville. Par la suite, cet héritage prospère, à la faveur de la réussite académique des héritiers d'Aron. La référence à Tocqueville devient une « évidence partagée » qui n'est plus réservée aux seuls sociologues, mais dont certains historiens – au premier rang desquels François Furet – s'emparent à leur tour. Devenus « cohorte », les utilisateurs de Tocqueville sédimentent une interprétation à travers la multiplication de références croisées et de citations à usage d'un public plus large, notamment dans la presse. La figure de Tocqueville en « intellectuel total » peut dès lors triompher, indépendamment de l'investissement initial d'Aron, et sans doute bien au-delà de ses espérances.

Tous les auteurs du XIX^e siècle n'ont pas connu ce succès historiographique et mémoriel, à l'instar du groupe des doctrinaires étudié par Xavier Landrin. Pourtant, là encore, il y a loin de la vision héroïque du libéralisme inscrite dans l'histoire des idées¹⁰ à la réalité sociale et aux luttes politiques des premières années de la Restauration. C'est en reconstituant ce réseau, à partir des trajectoires sociales individuelles, que Xavier Landrin met en évidence la communauté d'intérêts des membres du groupe. En contribuant à produire un « ordre social stabilisé », par leur engagement gouvernemental, les doctrinaires élaborent les fondements pratiques d'une vision du monde qu'ils légitiment par leurs écrits. Pour l'auteur, « l'activité d'organisation de l'État dans laquelle ils s'investissent avant l'élection de la Chambre introuvable met en perspective la cohérence d'une ligne politique orientée par la recherche de la stabilité et du compromis entre les différents groupes de prétendants aux positions politiques et aux carrières d'État » (p. 218). Dans la conjoncture de 1815-1816, le groupe des doctrinaires n'existe pas seulement à l'état de cénacle intellectuel, il est la superposition de luttes de pouvoir qui se déploient à la fois dans l'arène parlementaire, en réaction contre les ultraroyalistes, et dans le secret des cabinets ministériels. Alors que l'historiographie de la Restauration peine à se dégager d'une interprétation objectiviste des phénomènes « politiques », les éléments d'analyse proposés par Xavier Landrin s'inscrivent utilement dans le projet d'une histoire sociale de la période, qui reste à écrire.

Christophe Voilliot

10. Aurelian Craiutu, *Liberalism under Siege: The Political Thought of the French Doctrinaires*, Lanham, Lexington Books, 2004, traduction française, *Le Centre introuvable. La pensée politique des doctrinaires sous la Restauration*, collection Commentaire, Paris, Plon, 2006.